



---

## 73<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale

6<sup>e</sup> Commission

Point 111 de l'ordre du jour

### **Mesures visant à éliminer le terrorisme international**

### **Measures to Eliminate International Terrorism**

New York, le 3 octobre 2018

Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le Président,

La menace terroriste persiste et ne cesse de se développer, semant sans relâche la destruction, la peur et la haine dans le monde entier. Nous condamnons sévèrement les actes odieux et inacceptables qui ont été perpétrés, et notre solidarité va à leurs victimes ainsi qu'à leurs proches.

La Suisse soutient pleinement la position que la réponse au terrorisme doit être aussi flexible et multiforme que la menace : il faut s'adapter et tirer des leçons de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas. Depuis quelques années la Suisse travaille intensément à renforcer son arsenal législatif pour combattre les terroristes le plus efficacement possible, mais sans négliger pour autant le volet préventif contre l'extrémisme violent en adoptant son premier plan d'action national. Un élément primordial et intangible dans cette lutte ne varie cependant jamais : c'est le respect du droit international, en particulier les droits de l'homme et le droit international humanitaire. En plus d'être une fin en soi, respecter le droit international constitue l'unique moyen de lutter de manière durable et efficace contre le terrorisme.

C'est dans ce contexte et cette perspective que la Suisse tente d'apporter son soutien à toute initiative internationale visant à affirmer et renforcer le respect du droit international et des droits de l'homme. Nous sommes dès lors particulièrement heureux d'avoir pu contribuer à l'établissement et à la diffusion d'un document intitulé « Orientations aux Etats sur des réponses au phénomène des combattants terroristes étrangers conformes aux droits de l'homme », un travail confié au Bureau des Nations Unies du Haut-Commissaire aux droits de l'homme par le groupe de travail du CTITF sur la promotion et la protection des droits de l'homme et de l'état de droit dans la lutte contre le terrorisme. Un tel document pourrait servir d'exemple pour l'établissement d'autres bonnes pratiques en matière de promotion et protection des droits de l'homme et d'application des principes de l'état de droit. Dans la même ligne, la Suisse soutient un projet de l'UNODC sur la lutte contre le terrorisme et le droit international.

---

Depuis plusieurs années la Suisse est préoccupée par l'impact des mesures adoptées dans la lutte contre le terrorisme sur l'assistance humanitaire et médicale. Il est de notre responsabilité d'assurer que les mesures internationales et nationales adoptées dans la lutte contre le terrorisme ne fassent pas obstacle aux efforts déployés en faveur des victimes de conflits armés et aux autres activités entreprises conformément au droit international humanitaire. Dans ce contexte, elle continue à soutenir l'établissement d'une convention globale sur le terrorisme international, mais à la condition qu'elle garantisse explicitement et efficacement le respect du droit international humanitaire.

Le rôle de l'ONU est crucial pour combattre le terrorisme. La Suisse se félicite de la création du Bureau de lutte contre le terrorisme de l'ONU, et soutient pleinement le Secrétaire général adjoint à la tête de ce nouveau bureau dans ses efforts pour une mise en œuvre harmonisée et équilibrée de la Stratégie antiterroriste mondiale et du Plan d'action du Secrétaire général sur la prévention de l'extrémisme violent.

Parallèlement à son engagement au sein de l'ONU, la Suisse co-préside le groupe de travail sur la justice pénale et l'état de droit avec le Nigeria au sein du Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF), en soutien et renforcement de l'activité onusienne. Dans ce contexte, nous mettons un accent particulier sur la collecte, le partage et l'utilisation de preuves, les mesures administratives, la justice des mineurs et le rôle des femmes.

La Suisse est convaincue de la nécessité pour la communauté internationale de travailler ensemble pour éradiquer ce fléau du terrorisme, et appelle à encore davantage de mobilisation, de coordination, de collaboration et de confiance entre les Etats membres.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

---

*Unofficial translation*

Mr Chairman,

The terrorist threat continues to grow unabated, spreading destruction, fear and hatred throughout the world. We strongly condemn the abhorrent and unacceptable acts carried out by terrorists, and express our solidarity with the victims and their families.

Switzerland fully supports the position that the response to terrorism must be as flexible and multifaceted as the threat of terrorism: we must adapt and learn from what works and what does not. Over the past few years, Switzerland has been working intensively to strengthen its legislative arsenal to combat terrorists as effectively as possible, without neglecting preventive efforts against violent extremism – which is why Switzerland adopted its first national action plan. There is however one essential, intangible element in this fight that never changes: respect for international law, in particular human rights and international humanitarian law. In addition to being an end in itself, respect for international law is the only means of combating terrorism in a sustainable and effective manner.

That is why Switzerland supports all international initiatives aimed at affirming and strengthening respect for international law and human rights.

We are therefore particularly pleased to have contributed to the preparation and dissemination of the 'Guidance to States on human rights-compliant responses to the threat posed by foreign fighters'. It was drawn up by the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights at the request of the Working Group of the CTITF on Promoting And Protecting Human Rights and the Rule of Law While Countering Terrorism.

This document could serve as an example for the establishment of other best practice guides to promote and protect human rights and apply rule of law principles. Along the same lines, Switzerland supports a project by the United Nations Office on Drugs and Crime to combat terrorism and promote international law.

For a number of years, Switzerland has been concerned about the impact the measures taken to combat terrorism have on humanitarian and medical assistance. It is our responsibility to ensure that international and national measures adopted in the fight against terrorism do not obstruct efforts to assist victims of armed conflict and other activities undertaken in accordance with international humanitarian law. In this context, Switzerland continues to support the establishment of a comprehensive convention on international terrorism, provided that such a convention explicitly and effectively guarantees respect for international humanitarian law.

The United Nations plays a key role in combating terrorism. Switzerland welcomes the establishment of the United Nations Office of Counter-Terrorism and fully supports the Under-Secretary-General as head of this new office in his efforts to ensure a harmonised and balanced implementation of the Global Counter-Terrorism Strategy and the Secretary-General's Plan of Action to Prevent Violent Extremism.

In addition to its engagement within the UN, Switzerland co-chairs with Nigeria the Criminal Justice and Rule of Law Working Group set up by the Global Counterterrorism Forum, which supports and strengthens UN action. In this context, we place particular emphasis on the gathering, sharing and use of evidence, administrative measures, juvenile justice and the role of women.

Switzerland is convinced of the need for the international community to work together to eradicate the scourge of terrorism, and calls for even greater mobilisation, coordination, cooperation and trust among member states.

Thank you, Mr Chairman.